

[Texte]

Mr. Goode: Fine. If I may pursue this a little further, would you suggest that there be a lid on the amount of tax referral that you could have? In other words, should corporations making \$1 million a year, have the same rights to defer as a small company making \$35,000 or \$40,000 a year? Would you suggest that any deferral might be directed towards the smaller company?

Mr. Johnson: I think so up to, and possibly we could envisage, a cutoff point.

Mr. Goode: My last question on this particular subject, could you foresee a reasonable rate of interest on this deferred tax to offset what the government would have to borrow in the markets itself?

Mr. Johnson: In our industry, we are used to paying for money with which to operate one way or another. Presuming that the government would be a very benign lender, if you think they are lending, Mr. Goode, I do not like the tone of this conversation at all. It is not one of our thoughts. It is almost like "When did you stop beating your wife?"

Mr. Goode: I will go on. You suggest in your brief that some tax incentives should be given to persons and companies placing mortgages on private homes and revenue property. I would like to pursue this a little bit further. I take it that you mean by incentives you would say that some interest received by companies putting mortgages on would receive tax incentives. In other words, they would not pay full tax on it. I take this is your point of view?

Mr. Morley: Yes, that is one way of doing it.

Mr. Goode: If this is the case, would you suggest this be only on new properties or on all properties?

Mr. Morley: Well, it depends what you want to achieve. I think if you could do it only on new property it would certainly help and at the present moment, of course, it is absolutely essential that some help be given.

Mr. Goode: You think this would be an incentive even if the government only did it for a few years. To get over the effects of the White Paper this might be an incentive?

[Interprétation]

M. Goode: Parfait. Si vous me le permettez, j'aimerais approfondir cette question, pensez-vous qu'il faudrait fixer un plafond au montant d'impôt différé? Autrement dit, les sociétés dont le chiffre d'affaires s'élève à un million de dollars par an devraient-elles avoir les mêmes droits quant à l'ajournement que les petites entreprises dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas \$40,000 par an? Pensez-vous que l'ajournement devrait être plus favorable aux petites entreprises?

M. Johnson: Je le pense. Nous pourrions étudier la façon de délimiter cela.

M. Goode: J'aurais une dernière question à vous poser à ce sujet? Quel serait d'après vous le taux d'intérêt raisonnable sur cet ajournement d'impôt afin de compenser les intérêts que le gouvernement aurait à payer sur les emprunts qu'il se verrait forcé de faire?

M. Johnson: Dans notre secteur, nous avons l'habitude de payer l'argent qui nous permet d'assurer nos opérations, d'une façon ou d'une autre. A supposer que le gouvernement soit un acheteur bien intentionné, si vous pensez que le gouvernement doit leur prêter de l'argent, je n'aime pas la tournure que prend cette conversation. Tout cela ne correspond pas du tout à notre opinion sur la question.

M. Goode: J'aimerais poursuivre. Vous proposez dans votre mémoire que les individus ou les sociétés donnant une hypothèque sur des maisons privées ou des biens immobiliers devraient avoir des dégrèvements fiscaux. J'aimerais approfondir cette question. Si je comprends bien, vous voulez dire que les intérêts reçus par les sociétés d'hypothèque devraient être dégrévés. Autrement dit, ils ne paieront pas tout l'impôt sur ces intérêts. Est-ce là votre point de vue?

M. Morley: Oui, c'est là une façon.

M. Goode: En ce cas, pensez-vous que cela devrait se limiter aux propriétés neuves ou cela pourrait-il porter sur toutes les propriétés?

M. Morley: Cela dépend du résultat que vous voulez atteindre. Toutefois, si vous pouviez le faire pour les nouvelles propriétés, ce serait certainement une aide précieuse à l'heure actuelle.

M. Goode: Pensez-vous que ce serait une mesure d'encouragement même si le gouvernement la limitait à quelques années. Pour diminuer l'impact des propositions du Livre blanc, serait-ce une mesure d'encouragement?